



18-01-2013

*La course aux profits s'accélère,
accélérons les luttes*

Après l'accord scandaleux signé entre le MEDEF et trois syndicats minoritaires sur le « marché du travail » (voir article sur notre site), le patronat est encouragé à poursuivre sa politique de casse tous azimuts.

Après 8000 suppressions d'emplois chez Peugeot, le groupe Renault en annonce à son tour 7500. Rappelons que dans l'automobile un emploi supprimé correspond à trois emplois en moins dans la filière (équipementiers, sous-traitants, garages, commerces).

Sans surprise, le gouvernement approuve et accompagne toutes les décisions des multinationales comme il l'a fait avec Arcelor-Mittal.

Les plans de suppressions d'emplois se succèdent à vitesse grand « V » aggravant une situation sociale déjà catastrophique pour les salariés et le peuple.

La baisse des salaires se poursuit (-0,2% en 2012), les dépenses de santé sont à un niveau historiquement bas (-350 millions de dépense de consultations médicales). Dans le même temps, 450 millions de primes vont être distribuées aux médecins qui ont atteint les objectifs de maîtrise des prescriptions médicales. De plus, 400 Milliards ne seront pas attribués aux hôpitaux qui ont « trop dépensé » !!! Il est de plus en plus difficile d'accéder au système de santé.

Le chômage qui explose, les salaires et pensions en baisse accentuent les phénomènes de pauvreté et de précarité.

Mais cela ne suffit pas. A la botte du capital européen, le gouvernement Hollande s'attaque au financement de la protection sociale et aux retraites.

« La désindexation des pensions de retraite de l'inflation n'est pas à exclure » vient de déclarer J. Cahuzac, ministre du budget. C'est ce que réclame le MEDEF dans les « négociations » avec les syndicats sur les retraites complémentaires. L'augmentation du taux de CSG se fait également de plus en plus précise pour financer la protection sociale.

Les 60 milliards « d'économies » de dépenses publiques commencent à produire leurs effets dans les collectivités territoriales : gel des investissements, diminution des personnels, nouveaux transferts de services publics au privé...

On peut faire autrement

Les 172 milliards d'exonérations fiscales et sociales accordées aux entreprises en 2012 n'ont pas créés un seul emploi, au contraire, elles continuent à en détruire.

Les 20 milliards de cadeaux supplémentaires décidés par le gouvernement Hollande n'ont eu aucun effet sur les plans de suppressions d'emplois en cours et à venir.

Ces milliards de cadeaux viennent gonfler les profits des multinationales qui continuent d'engranger des gains pharamineux en bourse (CAC 40 : +15% en 2012, + 17,5% dans les 6 derniers mois).

Il a fallu très peu de temps au Gouvernement pour débloquer les milliards nécessaires à la conquête des richesses du Mali et de la région sous prétexte de la « guerre aux terroristes ».

On a déjà connu ça avec l'Irak, l'Afghanistan, la Lybie.

5 milliards (payés par les contribuables) viennent d'être octroyés dans le flou le plus total à EDF pour éponger une dette concernant les énergies renouvelables.

De l'argent ce n'est pas ce qui manque pour augmenter les salaires et les pensions, développer l'industrie, les services publics.

Mais pour parvenir à cela, il faut lutter. C'est par la puissance des luttes et par rien d'autre que le capital recule.

Les salariés d'Aulnay, de Renault, de Virgin, d'Arcelor, ceux de l'éducation nationale, des hôpitaux et tous les autres ont besoin de lutter ensemble pour être plus forts.

Unifier les luttes, les coordonner est indispensable pour gagner sur les revendications.

Les centrales syndicales n'appellent pas aujourd'hui à cet objectif, elles restent engagées dans le « dialogue social », on en connaît le résultat.

Ne pas attendre, s'engager dans les luttes maintenant est urgent au regard de l'accélération de la dégradation de la situation économique et sociale.

www.sitecommunistes.org